

BEN BELLA DÉCÈDE À L'ÂGE DE 96 ANS

Le premier président de l'histoire de l'Algérie s'en va

Le président Ahmed Ben Bella est décédé hier mercredi dans l'après-midi dans son domicile familial à Alger suite à une longue maladie, à l'âge de 96 ans. Le premier président de l'Algérie indépendante avait dirigé le pays de juillet 1962 au 19 juin 1965.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Jusqu'à hier mercredi, Ben Bella était, en plus, le doyen de tous les dirigeants du mouvement national encore en vie. Né en 1916 à Tlemcen, il a été le témoin et l'acteur direct de toutes les séquences historiques du mouvement de libération national depuis le PPA (Parti du peuple algérien) jusqu'à l'indépendance, en passant par l'OS (l'Organisation secrète), le CRUA (le Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action), qui préparera le déclenchement de la Révolution.

Arrêté en 1950 puis en 1952, il s'évade pour rejoindre, au Caire, Mohamed Khider et Hocine Aït Ahmed avec lesquels il formera d'ailleurs plus tard la délégation du FLN à l'extérieur, qui deviendra la direction effective

de la Révolution. Le 22 octobre 1956, cette même direction, comprenant également Mohamed Boudiaf, verra son avion devant la transporter de Rabat vers Tunis intercepté par les autorités françaises au-dessus d'Alger.

Ben Bella et ses compagnons seront ainsi détenus en France jusqu'à l'indépendance. Houari Boumediène qui, entre-temps, réussira à s'emparer de la direction de l'état-major général de l'ALN et donc du pouvoir, dépêchera à l'approche de l'indépendance un certain Abdelaziz Bouteflika dans une prison militaire française pour «persuader» Ben Bella de prendre la direction du pays dès l'officialisation de la naissance de la République algérienne démocratique et populaire.

Ahmed Ben Bella aura ainsi l'honneur d'être le premier président de la République algérienne. Mais la cohabitation avec son tout-puissant ministre de la Défense et avec l'armée ne tardera pas à se fissurer, avant de tourner au cauchemar pour Ben Bella. Accusé d'avoir «privilegié le pouvoir personnel», entre autres griefs, il sera en effet renversé par Boumediène le 19 juin 1965. Il vivra l'enfer durant tout le règne de Houari



Photo : Samir Sid

Boumediène : emprisonné, Ben Bella sera en plus «effacé» des médias, des manuels scolaires, et de l'histoire du pays tout sim-

plement. Il ne referra surface qu'à la mort de Boumediène et l'arrivée au pouvoir de Chadli Bendjedid, en 1979. Libéré par le nouveau président, Ben Bella s'exilera en Suisse où il créa un parti d'opposition, le MDA. Activant dans la clandestinité jusqu'en 1989, Ben Bella rentre au pays après l'ouverture au multipartisme. Seulement, il sera vite déçu par la modestie des résultats qu'il obtiendra, lui et son parti, aux élections locales puis législatives.

Ouvertement pro-baathiste et pro-islamiste, il s'opposera fermement à l'interruption du processus électoral, le 11 janvier 1992, et sera même signataire du fameux contrat de Rome, ce qui le mettra une nouvelle fois en position de rupture avec le pouvoir en Algérie. Mais il sera réhabilité une autre fois, dès l'arrivée de Abdelaziz Bouteflika au pouvoir, le 15 avril 1999. Pour tout dire, Ben Bella était l'une des très rares personnes qui avait l'oreille de l'actuel locataire d'El Mouradia. A signaler enfin que, s'agissant des funérailles de Ahmed Ben Bella, c'est la présidence de la République qui s'en occupera, et elles auront un caractère solennel et officiel.

K. A.

STATIONS-SERVICE

70% du réseau risque la fermeture

Les propriétaires et gérants des stations-service tirent la sonnette d'alarme au sujet de problèmes qui minent leur activité et exigent une hausse de la rémunération de l'activité de vente au détail des carburants qui, disent-ils, est restée inchangée depuis l'année 2005.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - L'Union nationale des investisseurs et propriétaires de relais et stations-service (Uniprest) et la Fédération nationale des exploitants libres de stations-service (Fneless) se sont organisés en coordination nationale. Ils expliquent ainsi vouloir une prise en charge de la situation que vit la corporation par les autorités concernées.

Mais leur préoccupation essentielle, comme ils l'ont expliqué hier lors d'une conférence de presse, concerne la marge de rémunération de l'activité de vente des carbu-

rants au détail. Pourtant, expliquent-ils, la publication du décret 08-289 du 20 septembre 2008 prévoit et permet une révision de cette marge. «Nous avons reçu l'engagement que cette marge sera revue à la hausse avant les élections législatives du mois de mai prochain mais nous ne voyons rien venir à ce jour», a déclaré M. Aït Enceur, président de l'Uniprest.

Selon ce dernier, c'est l'existence même de cette corporation qui est menacée si la marge de rémunération n'est pas revue. Il expliquera, de ce fait, que des centaines de sta-

tions-service risquent la fermeture d'ici la fin de l'année si le problème n'est pas pris en charge.

Les présents expliqueront, toutefois, que la coordination n'exige pas une hausse du carburant mais plutôt l'utilisation de mécanismes en vue de leur permettre de rentabiliser leur activité. Ils proposeront ainsi la suppression de certaines taxes qui leur sont imposées. «Nous risquons pour la plupart la faillite et nous dénonçons aussi le laisser-aller qu'impose Naftal à nos structures.

Ajoutez à cela le fait que nous assurons un service public hautement sensible», explique pour sa part M. Ali Boudjemline, président de la Fédération nationale des gestionnaires des stations Naftal.

Les représentants de la coordination souligneront, par

ailleurs, le fait que de vaines démarches ont été entreprises afin de sensibiliser les pouvoirs publics quant à la nécessité d'application du texte réglementaire. La revendication a été formulée par les gestionnaires de 1 800 stations-service qui emploient près de 30 000 personnes et qui, selon eux, risquent de se retrouver au chômage.

Précisant que la coordination reste ouverte à toutes propositions concrètes émanant des autorités, ses membres indiquent que la corporation risque de connaître une série de fermetures des infrastructures dans les prochains mois. Ils noteront, aussi, que ce mois d'avril voit arriver l'échéance de différents paiements (CNAS, CASNOS, impôts) comme ils rappelleront avoir subi l'augmentation du SNMG.

F.-Z. B.

DISPONIBILITÉ ET ACCESSIBILITÉ DES PRODUITS AGRICOLES

Benaïssa rassure

La pomme de terre, les céréales et les autres produits agricoles seront disponibles et accessibles. Rassurant, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural l'était, hier, sur les ondes de la Chaîne III de la Radio nationale.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Optimiste, Rachid Benaïssa prévoit la mise sur le marché de la pomme de terre de saison dès ce mois, à même, selon lui, de contribuer à réduire les prix. Et d'autant que le dysfonctionnement de la distribution, lié aux intempéries de février dernier et qui a provoqué une «diminution de l'offre de 10 à 15%», est «en train de se résorber». L'occasion pour le ministre de l'Agriculture de préciser que son département «suit au réel» l'évolution en cours et dispose d'«informations qui ne sont pas

toutes connues» ailleurs, au ministère du Commerce, notamment. Mais aussi de constater l'«inefficacité» de l'importation qu'«on n'est pas prêts de reprendre», dira-t-il.

Dans la mesure où l'importation «ne règle pas le problème» des prix qui oscilleraient entre 70 et 75 dinars, et risque de «casser» la dynamique de «construction d'une filière internalisée». Comme Rachid Benaïssa prévoit une «amélioration certaine» de la production laitière, même s'il estime que «nous ne sommes qu'en début de reconstruction de la filière». De même qu'il s'attend à des «surprises favorables dans certaines zones» en matière de production céréalière.

Certes, le ministre de l'Agriculture réfute que le système de régulation mis en place (Syrpalac) et qui a participé à combler le déficit soit inefficace même s'«il sera amélioré de différentes manières et de manière continue». Néanmoins, il esti-

me qu'il faut agir sur le comportement et la réactivité de tous les acteurs de la chaîne agricole (producteurs, distributeurs et consommateurs) et poursuivre la dynamique de construction des filières agricoles. C'est un «travail structurel», dira Rachid Benaïssa qui, au regard des potentialités agricoles, des capacités d'action et du programme de renouveau agricole et rural en œuvre, appelle à «aller de l'avant». Mais aussi à booster le développement de l'agro-industrie, invitant les laiteries, les minoteries et autres unités de transformation à développer le conventionnement et l'accompagnement des agriculteurs.

Rappelant que 400 000 hectares ont été identifiés, le ministre de l'Agriculture a indiqué que l'attribution des surfaces est en cours au profit des jeunes et autres investisseurs, avec 30 à 40 000 personnes déjà intéressées.

C. B.

**DÉVELOPPEMENT
DES TIC**

Les incitations financières préconisées

Les incitations financières réglementaires sont proposées pour le développement du contenu dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC) en Algérie.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Deux représentants du ministère de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication ont évoqué, encore une fois, les mesures incitatives réglementaires et les allègements fiscaux afin de développer les TIC en Algérie.

Pour le responsable du programme e-Algérie, Cherif Benmehrez, la valorisation des compétences nationales, la mise en place de mesures incitatives, notamment dans le cadre de l'Agence nationale de développement de l'investissement (Andi), les subventions directes au développement de la recherche dans le domaine des TIC ainsi que les incitations fiscales s'imposent.

Hier, lors des journées d'études sur le thème du «développement de contenus en Algérie : enjeux et perspectives», tenues au Cyberparc de Sidi-Abdellah à Alger, il a souligné l'impact des TIC sur la croissance économique. «Pour 10% de pénétration des TIC, le PIB (produit intérieur brut) augmente de 1%», a-t-il dit. Une croissance évaluée à 1,38% dans les pays émergents. A titre d'exemple, il cite l'Inde, où deux millions d'emplois directs sont créés par le secteur des services des TIC. «En 2010, l'Inde a eu 60 milliards de dollars d'exportation de produits TIC, soit 7% du PIB.» Autre exemple cité : les Philippines, où «en 2001, l'exportation des produits de TIC était évaluée à 100 millions de dollars. Aujourd'hui, elle a atteint 13 milliards de dollars».

Il rappelle qu'en 2009, le marché des TIC représentait 4% du PIB en Algérie, soit l'équivalent de 2 milliards de dinars. Il évoque les pays voisins où, indique-t-il, «les TIC représentent 12,5% du PIB au Maroc et 8% en Tunisie». Dans le même sens, le directeur de l'administration générale au ministère de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, Tayeb Kebbal, a, pour sa part, préconisé les mesures d'allègement fiscales et les mesures incitatives réglementaires pour le développement des TIC. Il évoquera également deux actions engagées, dont la généralisation d'usage et le développement des produits TIC.

Organisées par le ministère de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, ces deux journées visent à établir un état des lieux du contenu informatique en Algérie et de promouvoir son développement.

R. N.